

I. Révolution constructive (2)

Le M.S.U., de la clandestinité à la libération

Le mouvement ouvrier belge a prouvé sa vitalité extraordinaire par un phénomène qui reste unique sur notre continent: la reconstruction des syndicats en pleine illégalité sur des bases nouvelles et infiniment plus avancées que l'ancienne C.G.T.B.

Dès que ce phénomène a apparu clairement, c'est-à-dire dès 1942, nous avons saisi son importance et sa valeur. Alors que les militants du Parti Communiste étaient lancés par une direction irresponsable et opportuniste dans l'Union Sacrée, et se limitaient à l'action des partisans, se refusant toute allusion même à la lutte de classe; alors que les rares militants illégaux du P.S.B. s'accrochaient à la droite du P.C., les courageux éléments de l'action syndicale, devenue plus tard le Mouvement Syndical Unifié, réorganisèrent les travailleurs, les guidèrent avec une doigté et une capacité remarquables contre le patronat belge et l'impérialisme allemand, dirigèrent les grèves, jetèrent les bases d'une véritable milice ouvrière et semblaient prêts à une évolution rapide qui en feraient un des éléments-clés pour la construction du parti révolutionnaire du prolétariat belge.

Mais des mêmes facteurs qui déterminèrent la valeur du mouvement, résultait également sa principale faiblesse. Né en pleine clandestinité, il était isolé des grands courants révolutionnaires qui, autant sur le plan syndical que sur le plan politique, réaffirmèrent les idées du marxisme face à la vague montante du néo-réformisme stalinien. Sa « doctrine » ne pouvait être le résultat d'une élaboration patiente, d'une discussion fraternelle à la base, mais avait forcément un caractère d'improvisation.

La confusion qui en résultait dans les formules, dans la terminologie et dans les idées, semblait à première vue secondaire. Pourquoi se disputer avec ces camarades sur les caractéristiques du capital financier ou sur les modalités du contrôle ouvrier, alors qu'on était d'accord sur l'offensive ouvrière qu'il fallait déclencher, dès l'effondrement de la domination nazie? Il n'y avait qu'une égratignure, semblait-il, que le temps, l'expérience, l'éducation patiente guériraient. Mais bien vite on est passé « de l'égratignure à la gangrène ».

Depuis la « libération », la direction du M.S.U. a eu l'occasion de montrer réellement ce qu'elle veut et peut. Instinctivement, les travailleurs se tournaient vers ceux, qui les avaient le mieux guidés sous l'occupation, et qui tenaient maintenant encore le langage le plus radical. S'ils avaient fait la moindre tentative en vue de mobiliser les masses pour une lutte immédiate, pour déclencher une action générale, même à objectifs restreints, s'ils avaient montré le moindre exemple de

cette direction et combattivité exemplaires qui leur avaient valu leur juste popularité durant la clandestinité, les chefs du M.S.U. seraient devenus indubitablement les véritables dirigeants du syndicalisme belge.

Les multiples offensives partielles et limitées que le prolétariat déclancha entre septembre 1944 et avril 1945 auraient pu être réunies dans un coup concentré contre le patronat branlant. Jamais nous n'aurions eu ni le blocage des salaires, ni la mobilisation civile, ni la question royale. Au contraire, une période révolutionnaire se serait ouverte dans le pays, qui présenterait toutes les possibilités de victoire.

Pendant trois ans, les dirigeants du M.S.U. avaient mis l'accent sur l'action directe et immédiate. Mais quand vint l'heure de l'action, ceux qui étaient partis pour faire la « révolution constructive » se prosternèrent devant l'évolutionisme le plus stérile.

Une Année d'Hésitations

Pour s'excuser de leur incapacité criante d'organiser une véritable offensive ouvrière, les dirigeants du M.S.U. invoquent le fait qu'ils sont une « minorité »: la majorité stalinienne ne suivait pas. Faut-il donc attendre jusqu'à ce que vous ayez conquis la majorité des travailleurs à vos idées, camarade Renard? Au Congrès de Noël de la F.G.T.B. le chef du M.S.U. montre avec fierté qu'il a maintenant derrière lui 50 % de plus d'ouvriers qu'en avril. Mais en même temps, Renard lui-même est exclu pour le moment du secrétariat national de la F.G.T.B.

Comment cela est-il possible? Qu'une minorité dynamique, résolue et surtout consciente et clairvoyante puisse entraîner les masses au moment décisif, de cela l'histoire du mouvement ouvrier a accumulé suffisamment de preuves.

Mais renversons la question: comment les dirigeants du M.S.U. auraient-ils pu détacher les travailleurs, des dirigeants staliens et réformistes qu'ils suivaient encore? Il n'y avait pour cela qu'une voie: celle de se montrer plus combattif, plus décidé, d'exprimer mieux les revendications ouvrières, de mieux organiser leurs luttes. Au lieu de faire cela, ils SUIVAIENT précisément les dirigeants staliens sur la voie de la collaboration de classe. Ils faisaient, comme eux, tout pour éviter les conflits, et quand ceux-ci éclatèrent malgré eux, pour les localiser. Rien d'étonnant que dans ces conditions-là, ils n'aient réussi ni à se développer nationalement, ni à briser l'influence stalinienne sur les masses. On combat un adversaire en s'opposant à lui, si on l'imite, on ne peut que s'affaiblir soi-même. Les dirigeants du M.S.U. ont fait cette triste expérience avec les staliens, les staliens sont occupés à faire la même expérience avec les réformistes.

Le bilan de l'activité de sa direction doit apparaître bien maigre au militant de base du M.S.U.! Aucune des revendications de sa « Déclaration de principe » n'a encore été réalisée. Mieux, les « améliorations dans l'immédiat et non dans le lointain » (p. 19) (1), pour lesquelles ils entendaient partir en

lutte, n'ont même pas encore constitué de base pour une quelconque action. La « révolution constructive » est ensevelie dans les archives, quelque part à côté du « Plan De Man » et dans la pratique, Renard siège sagement à côté de Bondas et Dejae à la Conférence Nationale du Travail, organisme principal de la collaboration de classes. Ayant défini très exactement, d'après Marx, l'Etat comme « le conseil d'administration des intérêts des capitalistes » (p. 26), il s'en remet à cet Etat pour « arbitrer » les conflits entre ces mêmes capitalistes et les ouvriers! Il prétendait vouloir « profiter de la période qui succédera à la fin de la guerre » (p. 29). Il en a « profité » si bien que déjà l'hyper-réformiste Gailly peut, en toute tranquillité, haranguer les masses à Herstal et l'y insulter, ensemble avec les autres dirigeants du M.S.U. que son organisation, jadis toute puissante à Liège, a été incapable de mener à bien la grève des tramways liégeois.

Il est encore Temps de renverser le Tournant !

Les mois perdus sont précieux. Les ouvriers avaient été bien décidés et bien enthousiastes. Aujourd'hui, un relent de scepticisme rend toute action d'envergure déjà plus difficile. Hier, le M.S.U. pouvait devenir la force dirigeante du syndicalisme belge. Aujourd'hui, il est poussé à la défensive. Mais il est encore temps de renverser le tournant. L'opportunisme s'infiltrant parmi les dirigeants est encore largement neutralisé par la combattivité, la sincérité, le véritable esprit révolutionnaire qui guident la masse des militants, et maint élément responsable.

Mais pour renverser le tournant, il faut savoir pourquoi on s'était engagé dans une impasse. Quelles sont les causes profondes, idéologiques, des capitulations et hésitations dont fait preuve la direction du M.S.U. depuis plus d'un an? Nous pensons les trouver dans les idées confuses, centristes qui, dès le commencement, ont fait dévier Renard et ses camarades les plus proches, de la voie révolutionnaire.

Comme tout militant venant des milieux réformistes, Renard s'est engagé dans le « courant vers la gauche » avec un bagage bien léger de connaissances théoriques, mais par contre avec une masse impressionnante de préjugés, d'erreurs, de conceptions imprécises et confuses. L'expérience pratique opère toujours une sélection impitoyable parmi les centristes. Ceux qui sont de véritables, d'honnêtes révolutionnaires, trouvent tôt ou tard, à travers une auto-critique sincère et une fertile collaboration avec des éléments plus avancés, la voie du léninisme. Ceux qui sont plus faibles, plus hésitants, plus exposés à la pression de la classe ennemie, flanchiront et retourneront d'où ils sont venus. C'est bien cette seconde évolution qu'a suivie Renard. Mais si les camarades plus sérieux et plus intransigeants, lesquels sont multiples au sein du M.S.U., veulent s'engager dans la première voie, ils doivent remonter à la source des erreurs, et essayer de comprendre en quoi ils ont partagé, dès le début, des opinions étiquées, contraires à la réalité et aux intérêts du prolétariat.

C'est ce que nous essayerons de leur démontrer en soumettant la brochure de Renard à une critique approfondie.

La Question des Classes

Le point de départ des conceptions — et des erreurs — de Renard, se trouve dans l'énoncé suivant: « Il (le M.S.U.) tient à souligner l'évo-

lution de celle-ci (la lutte de classes) en une lutte non moins rigoureuse de l'ensemble des producteurs contre une oligarchie capitaliste, bancaire et monopoliste » (p. 6). « C'est pourquoi nous disons que la lutte de classes est devenue la lutte de l'immense majorité contre l'infime minorité: la lutte des millions contre la centaine » (p. 7).

Prise en soi, cette phrase semble absolument exacte. C'est un fait archi-connu qu'une petite poignée de monopolisateurs (les 60 familles américaines, les 125 familles belges, les 200 familles françaises) contrôlent la majorité des capitaux, disposent de la majorité des moyens de production. Il est absolument exact que sous une forme ou une autre, ils lésent les intérêts de la grande majorité de la population? Mais cela signifie-t-il que ces intérêts soient solidaires? Pas du tout! Le banquier qui vit du surtravail de l'ouvrier, élimine en même temps le commerçant de sa position indépendante, veut réduire un concurrent à l'état de gérant, et pousse à un abaissement des prix agricoles. Cela ne rend pourtant pas le prolétaire, le commerçant, le capitaliste moyen et le paysan solidaires contre le banquier! Au contraire, à mesure que la pression du capital financier pèse plus lourdement sur toute la société, la lutte de classes, loin de disparaître entre les classes « lésées », s'accroît au contraire! Devant abandonner une partie plus importante de « sa » plus-value au banquier, l'industriel moyen s'efforcera d'exploiter davantage encore le travailleur.

Réduits à la dépendance sinon à la misère par les crises et la concurrence des grands magasins, les petits boutiquiers n'envisagent qu'avec plus de haine leur « descente » au rang d'ouvrier et s'accrochent davantage encore à leur situation lésardée. Cela est d'autant plus vrai que la domination du capital financier ne pèse pas de la même façon sur toutes les classes de la société. Il y a toute une pyramide sociale de classes et de couches, s'exploitant l'une l'autre, dont la base est constituée par le prolétariat et la pointe par les « 60 familles ». C'est précisément grâce à cette différenciation dans l'exploitation que le capital financier réussit à maintenir si longtemps sa domination sur la société.

En partant de cette conception erronée, Renard en arrive non seulement à oublier l'existence des classes à chaque page de sa brochure, mais il néglige complètement l'élément fondamental dans chaque société: la solidarité d'intérêt de toute la classe dominante dans la défense des rapports de propriété qui sont les siens.

Quelque féroce que soit la lutte de concurrence entre différents trusts, quelque lourd que soit pour le petit entrepreneur le poids du capital financier, une attaque contre la propriété bourgeoise comme telle verra se dresser toute la classe bourgeoise, et de larges portions possédantes de la classe petit-bourgeoise, contre le prolétariat.

Propriété ou Contrôle

Ayant éliminé d'abord la bourgeoisie comme classe, Renard escamote ensuite en un tour de main la base de son pouvoir: la propriété des moyens de production. Il pense qu'une « intervention des producteurs à tous les échelons » (p. 37), intervention « qui contrôlera et dirigera », peut être suffisante pour enlever le « contrôle » de l'économie aux « monopolisateurs ». Sa grande idée est celle du Conseil économique qui « recevra du Parlement (!) les directives générales », qui doit « centraliser les fonctions de la banque, des cartels industriels et des trusts » (p. 38).

(1) Des études sur la politique actuelle du Parti Communiste et du Parti Socialiste suivront dans les numéros prochains de notre revue.

(2) Voir la brochure: « Pour la révolution constructive », Déclaration des principes et commentaires, M.S.U., novembre 1944. Editions Biblio, Liège.

(1) Toutes les citations se rapportent à la brochure « Pour la révolution constructive ».